



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité Départementale des Côtes-d'Armor

À Plérin, le 27 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2022



Contexte et constats

Publié sur

Ti Valo (KERVAL)

Zone Industrielle des Chatelets

Rue du Boisillon

22440 PLOUFRAGAN

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement Ti Valo (KERVAL) implanté Zone Industrielle des Chatelets, rue du Boisillon 22440 PLOUFRAGAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection avait pour objet principal de faire le point sur la gestion des déchets de bois ainsi que les stockages de bois et de combustible solide de récupération.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ti Valo (KERVAL)
- Zone Industrielle des Chatelets Rue du Boisillon 22440 PLOUFRAGAN
- Code AIOT dans GUN : 0005500309
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non seveso

Le site exploite des installations de compostage de déchets verts et de tri transit de déchets non dangereux et de production de combustibles solides de récupération réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2015.

L'établissement est soumis à la directive IED du 24 novembre 2010 pour l'exploitation de son activité de compostage soumise à autorisation au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des déchets de bois,
- stockage du bois et des combustibles solides.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Risques d'envols de matières	Arrêté ministériel du 6 juin 2018, article 13-IV	/	
Propreté	Arrêté préfectoral du 21 décembre 2015, Article 2.3.1	/	

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité aux plans et stockages	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2015, article 1.3.3	/	
Caractérisation du combustible solide de récupération	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2015, article 10.3.5	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Aire de stockage de bois	Arrêté ministériel du 6 juin 2018, article 13-IV	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors d'une précédente inspection, il a été demandé à l'exploitant de régulariser la situation du site vis-à-vis de la gestion du combustible solide de récupération (CSR) au plus tard pour le mois de juillet 2022. A ce jour, aucun élément n'a été transmis par l'exploitant, l'inspection lui rappelle à l'obligation de régulariser sa situation dans le délai accordé suite à la visite d'inspection du 7 décembre 2021.

Il a également été constaté la présence d'envol de déchet au droit du site et à l'extérieur du site issues de l'activité exercée par TI VALO. Cette situation n'étant pas conforme aux dispositions applicables au site, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant dans les délais précisés supra.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Aire de stockage de bois

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 6 juin 2018 , article 13.IV
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
Constats : Contrôle sur le stockage de bois de catégorie B issues des déchetteries : les zones d'entreposage sont effectivement distinguées en fonction du type de déchet. La hauteur du stockage de bois déchet dépassait la hauteur du mur béton d'environ 3 mètres lors de la visite sans toutefois être supérieur à 6 mètres. Le mur béton en place permettant d'isoler le stockage de bois vis-à-vis de l'entreprise voisine n'est pas mentionnée dans le dossier d'autorisation. Néanmoins, l'inspection attire l'attention sur l'importance de limiter les stockages à la hauteur du mur béton. Aucune habitation n'est recensé dans un périmètre de 100 mètres.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans suites

Nom du point de contrôle : Conformité aux plans et stockages

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2015, article 1.3.3
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Les stockages de combustible solide de récupération ne sont pas exploités conformément aux plans fournis dans le dossier de modifications de 2015. L'inspection a également mis en évidence la présence d'un transit de combustibles solides de récupération non conformes aux qualités attendues pour leur traitement et n'étant pas prévus dans les plans du dossier précité. Ce constat a déjà été formulé dans le cadre de l'inspection du 7 décembre 2021. Dans son rapport du 19 janvier 2022, l'inspection demandait à l'exploitant de régulariser sa situation dans un délai de 6 mois. Ce délai n'est pas échu à la date de la visite d'inspection. A ce jour, aucune réponse suite au rapport n'a été adressée à l'inspection. Cette situation peut être à l'origine de risques supplémentaires. Aussi, l'inspection rappelle que l'exploitant est tenu de régulariser la situation pour ses installations par la mise en conformité des stockages avec les plans du dossier de modification ou en déposant en préfecture un dossier de demande de modification d'exploitation des installations permettant de justifier la maîtrise du risque associé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans suites

Nom du point de contrôle : Caractérisation du combustible solide de récupération

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2015, article 10.3.5
Prescription contrôlée : L'exploitant attribue à chaque lot un numéro unique d'identification et y caractérise les données suivantes : <ul style="list-style-type: none">- propriétés physiques et mécaniques des CSR : PCI (pouvoir calorifique inférieur) sec, teneur en cendre, densité, humidités, résultats de la procédure de détection de radioactivité,- propriétés chimiques du CSR (en masse) : % en carbone (C), % en hydrogène (H), % en oxygène (O), % en azote (N), % en soufre (S), % en phosphore (P).- composition des CSR (en masse) % bois,% papier,% plastiques, % caoutchouc, % textile, % boues de STEP, % métaux, % sous produits animaux- teneurs en masse en métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb) et en précurseurs de dioxines (chlore, brome).
Constats : Sur les lots contrôlés par sondage, l'exploitant a procédé à l'ensemble des analyses exigées à l'article 10.3.5 excepté pour ce qui concerne la constitution matière des combustibles solides résiduels. L'exploitant a spécifié que ces analyses n'étaient pas nécessaires dans le cadre de l'expédition et la prise en charge des déchets par le destinataire final suivant la réglementation en vigueur et compte tenu de critères techniques d'acceptation des installations de valorisation qui les prennent en charge. Lors de la précédente visite, l'exploitant a émis le besoin de modifier les conditions d'exploitation du site sur ce point. Il envisageait de solliciter le Préfet pour aménager les conditions d'exploitation. L'exploitant disposait d'un délai de 6 mois, non pas échu à la date de la visite d'inspection. L'inspection rappelle que cette demande doit être transmise dans le cadre de la régularisation administrative du site avec l'ensemble des éléments d'appréciation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans suites

Nom du point de contrôle : Risques d'envols de matières

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 6 juin 2018, article 13-IV
Prescription contrôlée : Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none">- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'envols de combustibles solides de récupération lors des opérations de chargement dans la benne. Les conditions de chargement de ce déchet valorisable ne sont pas appropriées pour éviter les envols notamment constatés à l'extérieur de la zone d'exploitation. Sur le site ces envols de matières sont rassemblés puis disposés dans un stockage dédié sujet aux intempéries. Ils présentent selon l'exploitant une qualité dégradée et ne sont plus valorisables dans la filière initialement prévue. L'exploitant doit proposer un plan d'action pour régulariser la situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions

Nom du point de contrôle : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21 décembre 2015, article 2.3.1
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).
Constats : Lors de la visite il a été constaté la présence d'envols en dehors de la zone d'exploitation. Lors du contrôle inopiné, le nettoyage du site était en cours de réalisation. Les mesures mises en œuvre restent cependant insuffisantes pour répondre aux prescriptions de l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2015. L'exploitant doit proposer un plan d'action pour régulariser la situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions